

Liège, le 21 septembre 2011

Cérémonie de remise du
Docteur *honoris causa* de l'Université de Liège

Discours de
S.E M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

Vous venez, Monsieur le Recteur, de me remettre les insignes de Docteur *honoris causa* de l'Université de Liège. Par-delà ma profonde gratitude, dont je veux, ici, vous assurer, ainsi que l'ensemble de la communauté universitaire, vous me permettrez d'exprimer la fierté que je ressens en cet instant. J'ai pleinement conscience de l'honneur qui m'est fait aujourd'hui, un honneur rehaussé par la présence, dans cette salle, de hautes personnalités que je tiens à remercier très chaleureusement. Mais je voudrais vous dire aussi que j'éprouve, parmi vous, un sentiment de plénitude et d'harmonie.

Est-ce le souvenir du poète-président, du père fondateur de la Francophonie, de mon père spirituel, Léopold Sédar Senghor, distingué par votre université voilà plus de trente ans ? Est-ce la contribution si originale et si féconde de la ville de Liège à la langue française, au projet et aux institutions francophones qui en font, à juste titre, le cap Nord de la Francophonie ? Est-ce l'histoire de l'ardente Liège, qui a porté au plus haut point son attachement aux droits et aux libertés en adoptant, dès 1789, la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de Franchimont et en proclamant la République ? Est-ce la volonté de votre prestigieuse université de s'ouvrir toujours plus au monde, tout en s'emparant des réalités sociales, technologiques, industrielles, politiques et intellectuelles d'aujourd'hui et de demain ? Sans doute est-ce tout cela à la fois.

À cet égard, la thématique que vous avez choisi de mettre en exergue à l'occasion de cette rentrée académique, - celle des droits, de la démocratie et des libertés -, porte témoignage, mieux que tous les discours, de cette volonté de la ville de Liège et de son université de rester fidèles au passé, pour construire le présent et imaginer l'avenir à la lumière de ces idéaux. Mais nous sentons bien que ces idéaux, même s'ils restent aujourd'hui une aspiration largement partagée, sont, dans le même temps, menacés ou pour le moins confrontés à des défis nouveaux, tant à l'échelon national qu'international.

La nouvelle photographie du monde, telle qu'elle s'est imposée à nous, au lendemain du printemps arabe, est à ce propos édifiante. Nous avons vu, et nous voyons encore, des milliers d'hommes et de femmes prêts à mourir au nom de la démocratie, parce que la démocratie incarne à leurs yeux le cadre politique et institutionnel le plus propice à la réalisation de la dignité, de la justice, des droits et des libertés.

Au même moment, plus de vingt ans après le vaste élan de démocratisation de la fin des années 80, notamment à travers les transitions qu'ont connues l'Afrique et les pays d'Europe centrale et orientale, et malgré des avancées importantes, nous voyons, çà et là, des dérives ou des détournements, voire des reflux ou des ruptures de la démocratie, qui génèrent découragement, désengagement, et parfois des interrogations sur la pertinence des combats menés au nom des valeurs portées par cette approche.

Au même moment encore, nous voyons, dans ce qu'il est convenu d'appeler les vieilles démocraties, se développer une désaffection pour le politique, une perte de confiance dans les politiques, un désenchantement démocratique que l'abstention électorale ne suffit plus à exprimer. Pour se faire entendre, les citoyens préfèrent descendre dans la rue que prendre le chemin des urnes, tout en prêtant une oreille de plus en plus attentive aux discours populistes qui ont tôt fait de trouver des solutions miracles et des boucs émissaires à leurs difficultés, à leurs peurs, et aux problèmes inédits auxquels la mondialisation expose l'État nation.

La démocratie pourrait bien être, tout à la fois, la première bénéficiaire et la première victime de la mondialisation, tant à l'échelon national qu'international.

La capacité d'être informé et d'informer en temps réel, d'entrer instantanément en communication avec des millions d'interlocuteurs, de prendre le monde entier à témoin, a joué un rôle déterminant dans le déclenchement et la propagation des révolutions arabes. Et

il sera de plus en plus complexe pour les régimes autoritaires qui se nourrissent du silence, du secret et de l'enfermement, d'empêcher les peuples asservis de voir, de savoir, de faire-savoir et de dénoncer. Et nous nous en réjouissons tous.

Mais il faut bien reconnaître que la démocratie pourrait bien être aussi la première victime de la mondialisation. C'est ainsi que la globalisation économique et financière a contribué à creuser les disparités, tant entre pays développés et pays en développement, qu'à l'intérieur des pays développés. Elle a contribué, à travers les délocalisations, à la dislocation de territoires et du tissu social, elle a laissé les marchés prendre de plus en plus le pas sur les États.

La plupart des États sont en effet, aujourd'hui, défiés par la puissance d'individus, d'entreprises ou d'institutions privées, qui agissent au-dessus de leurs frontières, à côté de leurs compétences, et le plus souvent sans eux, mais qui n'hésitent pas à se retourner vers eux en cas de crise.

Il en est de même de la globalisation culturelle qui, elle, vient toucher au plus intime d'une communauté - son identité -, celle qui donne sens à la vie sociale, créant ainsi des réactions de repli, de crispation, de rejet.

Que dire, enfin, des problèmes et des défis posés à notre planète, en matière d'environnement, de migrations, de pandémies, de terrorisme ou de crime organisé, dont on sait pertinemment qu'ils trouveront leur solution à l'échelle régionale ou globale, et qu'aucun Etat n'est en mesure de les résoudre seul, ce qui laisse dans l'esprit des citoyens le sentiment amer qu'ils ne sont plus entendus, qu'ils ne sont plus écoutés, et qu'ils ont perdu la possibilité que leur conférait la démocratie de peser sur le cours de leur destin. Notre interdépendance n'est dès lors plus vécue comme la promesse de faire société ensemble, mais comme une nouvelle forme de dépendance, d'asservissement.

La fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin, la mort des idéologies avaient déjà été synonymes de perte de repères et de certitudes, d'incapacité à repenser un nouvel ordre du monde. Et c'est dans ce contexte que la mondialisation a progressivement imposé son tribut : la peur.

Peur de l'Autre, de l'étranger, peur du chômage, de la précarité et de l'exclusion, peur de la famine, de la maladie, peur de l'état de la planète que nous lèguerons à nos enfants, peur du lendemain, peur de la fin du monde, quand il s'agit, en réalité, de la fin d'un monde.
« Quand le mal est certain, écrivait La Fontaine, la plainte, ni la peur ne change le destin. »

L'indignation, si salutaire soit-elle, et a fortiori la peur ne suffiront pas à modifier le cours de notre destinée commune. Ce dont nous avons besoin, c'est de nous engager, dès aujourd'hui, pour l'avenir. Disant cela, je pense aussi et surtout à la jeune génération, à laquelle, profitant de ma présence ici, je voudrais lancer un appel et dire combien il est important qu'elle s'implique dans la conception et la construction de ce monde nouveau. Nous savons tous le rôle déterminant qu'a joué la jeunesse dans le printemps arabe, et je veux dire de la manière la plus forte que j'espère que cette jeunesse courageuse, animée des valeurs et des idéaux de la liberté, des droits de l'Homme et de la démocratie, sera étroitement associée à la réalisation de ce pourquoi elle s'est battue.

Vous devez vous engager, aujourd'hui, pour l'avenir, nous devons tous nous engager pour revivifier l'adhésion à un projet politique commun autour des valeurs universelles qui doivent sans cesse être réaffirmées, mieux diffusées et respectées.

Au niveau des citoyens, tout d'abord, pour en finir avec le désenchantement politique et éviter de céder aux sirènes des extrémismes de tous bords.

Au niveau des gouvernants, ensuite, dans un véritable dépassement de leurs intérêts personnels, pour certains, des intérêts économiques, stratégiques, ou de puissance de leurs Etats respectifs, pour d'autres, avec la conviction que la démocratie n'est pas seulement un système politique ou une forme de gouvernement. Elle est aussi une éthique.

A cet égard, je ne sais, comme le prétendait Lord Acton, si « le pouvoir corrompt », mais en revanche, je suis comme lui convaincu que « le pouvoir absolu corrompt absolument. »

Nous devons tous nous engager pour repenser la démocratie, en intégrant, singulièrement dans les démocraties nouvelles ou naissantes, ces deux gages d'efficacité et de succès que sont la prise en compte de la diversité et du temps.

Alors que les droits de l'Homme sont universels et indivisibles, la démocratie est une dans ses principes mais peut être multiple dans ses formes d'organisation et d'expression. Admettons-le enfin, et cessons de vouloir imposer des modèles.

Alors que la mondialisation nous invite à l'immédiateté et à l'instantanéité, c'est au temps humain et au long terme que nous devons nous référer pour mener à bien les processus de transition et de consolidation démocratiques. Admettons-le enfin et cessons d'exiger de certains qu'ils bâtissent en quelques mois ou quelques années ce que d'autres ont réalisé en des siècles.

Nous devons tous nous engager pour repenser la démocratie dans son interaction avec la paix et le développement.

Il n'est plus temps de gloser pour savoir lequel du développement ou de la démocratie doit être préalable à l'autre, ou de démontrer que la croissance peut s'accommoder de régimes autoritaires. Car une société qui prétend assurer aux hommes les droits et les libertés doit commencer par leur garantir l'existence.

Nous devons tous nous engager afin d'imaginer, dans les démocraties plus anciennes, les innovations qui permettront de mieux s'adapter aux défis de la modernité, de susciter une démocratie de proximité qui réponde à la centralité du monde.

Nous devons tous nous engager pour repenser, en toute conscience et en toute lucidité, la place, le rôle, les compétences et les missions de l'Etat nation, taxé un peu trop vite d'archaïque, notamment par ceux qui voient dans la souveraineté un handicap à la libéralisation et à la déréglementation mondialisées.

Nous devons tous nous engager pour démocratiser la mondialisation et pour ce faire repenser les relations entre les États.

Notre interdépendance mondialisée ne nous laisse d'autre choix que d'agir, ensemble, et au bénéfice de tous. Alors, dépassons enfin les égoïsmes, les conflits d'intérêts, les rapports de force et de puissance qui paralysent depuis tant d'années la réforme du système des Nations unies et des institutions internationales où se décide notre devenir commun, où s'élaborent le droit et les normes de la mondialisation.

Projetons-nous dans le futur, avec pour horizon la stabilité, la prospérité et la sécurité, pour que l'ordre international politique, économique et culturel, cesse enfin d'être un ordre inégalitaire et dominateur.

Mais repenser les relations entre les États ne suffira pas. Nous devons tous nous engager pour construire des passerelles entre les peuples, les citoyens, en tissant des liens transfrontaliers entre les universitaires, les parlementaires, les maires, les syndicats, les partis politiques, les réseaux professionnels, les organisations non gouvernementales, les institutions religieuses. Ce n'est qu'ainsi que le dialogue des cultures prendra corps, ce n'est qu'ainsi que s'imposera une conscience mondiale solidaire et fraternelle, ce n'est qu'ainsi que nous pourrons, mus par une juste indignation mais enfin débarrassés de nos peurs et de nos préjugés, contribuer à orienter la marche du monde vers plus de démocratie, de liberté, d'équité et de paix, mais aussi de sagesse.

Mesdames, Messieurs,

Ce sont ces convictions et ces valeurs que je me suis attaché à servir, tant à la tête de mon pays, le Sénégal, qu'aujourd'hui à la tête de la Francophonie au destin de laquelle je suis fier de présider. Car je dois dire que cette organisation, créée en 1970 à Niamey, autour du partage de la langue française, incarne au plus haut point ces aspirations et ces idéaux, tant dans son action en faveur de l'éducation, du développement durable, de la diversité culturelle et linguistique que dans son action politique et diplomatique. Et c'est parce qu'elle a su, au fil de ces années, s'adapter aux réalités d'un monde en perpétuelle mutation, qu'elle est en mesure, désormais, de faire entendre sa voix, une voix originale, une autre voix, en faveur d'une mondialisation maîtrisée, régulée, humanisée, et par là même en faveur d'une démocratie planétaire solidaire, unie sur l'essentiel mais respectueuse des différences. Cette Francophonie du XXI^e siècle sait ce qu'elle doit à la ville de Liège qui a puisé parmi ses plus éminentes et talentueuses personnalités pour offrir à l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, un Administrateur général, Roger Dehaybe, à l'Agence universitaire, un Président, Arthur Bodson, à l'Association internationale des maires francophones, un Vice-président, Willy Demeyer et à L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, le Président de la section de la Communauté française de Belgique, Michel de Lamotte.

Évoquant l'apport de la Communauté française de Belgique à la Francophonie, je tiens à rendre hommage à Madame Marie-Dominique Simonet qui a été en charge, pendant des années, du dossier francophone. Je tiens aussi à saluer l'efficacité et le brio avec lequel Philippe Suinen exerce ses fonctions de Représentant personnel du Ministre-Président au Conseil permanent de la Francophonie. Je veux enfin, ici, adresser toutes mes pensées amicales à Hervé Hasquin auquel me lie, notamment, le souvenir d'une autre cérémonie de remise des insignes de Docteur honoris causa. Il était à la tête de l'Université libre de Bruxelles et j'étais Président du Sénégal. C'était en 1987.

Alors je voudrais, au moment où la Belgique est candidate pour l'organisation, à Liège, de l'Exposition internationale 2017, vous assurer dès maintenant de mon soutien personnel, et vous dire, qu'au cas où aucune autre candidature francophone ne serait déposée, vous pourrez compter sur la mobilisation totale de l'OIF auprès de tous les États membres à la fois de notre organisation et du Bureau international des expositions.

Mesdames, Messieurs,

Je tiens, pour conclure, à vous remercier une dernière fois. Je souhaite le faire en empruntant, à Georges Simenon, les mots qui vous diront combien j'ai apprécié ces heures passées parmi vous. « On les prend écrivait-il pour des heures comme les autres et, après coup seulement, on s'aperçoit que c'était des heures exceptionnelles, on s'acharne à en reconstituer le fil perdu, à en remettre bout à bout les minutes éparses. »

J'aurai, demain plus qu'aujourd'hui encore, la conscience d'avoir vécu un moment d'exception à vos côtés, mais soyez persuadés que je n'aurai nul besoin de m'acharner à en reconstituer le fil perdu car je sais que je garderai pour longtemps le souvenir intact et précieux de cette cérémonie, de la ville de Liège et de son université.

Je vous remercie.